



## ACTUALISATION ANUELLE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES PENSIONS

[Click here for English](#)

Luxembourg, le 27/11/2025

### ACTUALISATION ANNUELLE 2025

USF-L, News | 27 novembre, 2025 | USF - Luxembourg

L'actualisation des rémunérations et pensions, sur la base de la Méthode mise au point il y a plus de 50 ans, vise à nous garantir le parallélisme avec les rémunérations des fonctionnaires des États membres (avec un calcul basé sur un échantillon de 10 États membres – voir ci-dessous). Les données du passé nous ont montré que ce parallélisme entraînait grossièrement une évolution comparable à l'inflation sur le long terme.

Depuis 2020, la situation économique a entraîné l'application de différents mécanismes rendant notre système assez complexe à appréhender (clause d'exception, clause de modération et actualisation intermédiaire). Cette année nous en revenons à une actualisation annuelle qui suit les règles habituelles.

Rappelons que l'actualisation de 1,2 % que nous avons reçue en avril 2025 n'est absolument pas liée à l'actualisation 2025 et est un reliquat de l'actualisation 2024 reporté en raison de l'application de la clause de modération.

#### RAPPEL DE LA PROCÉDURE

Sur la base des données fournies par les États membres et contrôlées par Eurostat, ce dernier établit un rapport indiquant quelle a été l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires dans un panier de 10 États membres (= **indicateur spécifique**) et quels ont été les taux d'inflation en Belgique et au Luxembourg. Les taux d'inflation sont calculés sur la base des indices des prix nationaux. Ils tiennent en compte nos schémas de dépenses et une répartition d'environ 80% – 20% entre Belgique et Luxembourg. Notons que, jusqu'en 2020, le « panier » comportait 11 États membres, avec le Royaume-Uni.

Une fois qu'Eurostat a publié son rapport, la Commission en prend acte, en informe les autres institutions et demande au PMO d'adapter en conséquence son programme informatique. La nouvelle grille des salaires est alors publiée pour information au JO série C vers la mi-décembre, au moment où nous recevons nos fiches de paie avec les montants ajustés.

#### Évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires nationaux (Indicateur spécifique)

Entre juillet 2024 et juillet 2025, nos collègues dans les 10 États membres du panier ont connu une évolution de leur pouvoir d'achat allant de -4,9 % (DE) à +14,3 % (PL). En moyenne pondérée par le PIB, le résultat global est une hausse de +0,5 %, essentiellement en raison des hausses enregistrées en Pologne et en Italie et malgré la forte baisse en Allemagne.

En Italie, une convention collective de 2022 a entraîné cette année une augmentation du salaire nominal brut de 6,5 % (3,2% en net après déduction de l'inflation) alors qu'en Pologne les salaires nominaux bruts ont augmenté de 24,6% (18,2% en net et 14,3% hors inflation). En Allemagne, la baisse du pouvoir d'achat est due à la non-reconduction d'une prime de 3% octroyée l'an dernier et surtout au fait que le Bundestag n'a pas encore adopté la nouvelle convention collective pour le service public, qui comportera une augmentation rétroactive de salaire.

**L'USF-L** veillera à ce que cette augmentation rétroactive soit aussi correctement prise en compte dans une adaptation ultérieure de nos salaires et pensions.

#### Évolution des prix en Belgique et au Luxembourg (Indice commun BE-LUX)

L'évolution des prix de juillet 2024 à juillet 2025 a été de +2,5% en tenant compte de nos structures de dépenses et d'une pondération d'environ 80% / 20% entre la Belgique (+2,5%) et le Luxembourg (+2,4%) – voir ci-dessous.

L'actualisation de +3,0%, et la hausse de la contribution pension, toutes deux rétroactives au 1er juillet 2025, seront intégrées à nos salaires de décembre.

#### RAPPEL DES ANNÉES PRÉCÉDENTES

2013 et 2014	pas d'actualisation (diktat du Conseil européen lié à la négociation du cadre financier pluriannuel 2014-2020)
2015 à 2019	application traditionnelle de la Méthode avec des résultats variant entre +1,5% et +3,3%
2020	+0,7% : application de la clause d'exception : en raison de la baisse du PIB, l'élément « pouvoir d'achat » (+2,5%) est reporté pour une durée indéterminée et l'actualisation ne porte que sur l'élément « coût de la vie »
2021	+1,9%. Les +2,5% reportés de 2020 restent gelés.
2022	+7,0%, à savoir +2,4% en juin rétroactifs à janvier en raison de l'inflation élevée, +2% en décembre rétroactifs à juillet et +2,5% reportés de 2020
2023	+2,7%, à savoir +1,7% en juin rétroactifs à janvier en raison de l'inflation élevée, +1% en décembre rétroactifs à juillet
2024	+8,5% à savoir +3,0% en juin rétroactifs à janvier en raison de l'inflation élevée, +5,3% en décembre, dont +4,1% rétroactifs à juillet et +1,2% reportés à avril 2025 en raison de la clause de modération.

L'**USF-Luxembourg** espère que cette actualisation et le rappel de cinq mois qui l'accompagnera vers la mi-décembre vous aideront à passer des fêtes de fin d'année aussi agréables que possible.

**Nous vous offrons ce que nous sommes réellement, ni plus ni moins**

[WWW USF](#) [PRESS](#) [WWW USF](#) [MAGAZINE](#) [LinkedIn](#) [Twitter](#)

UNION SYNDICALE FEDERALE LUXEMBOURG



Contact: [REP-PERS-OSP-USF-LUXEMBOURG@ec.europa.eu](mailto:REP-PERS-OSP-USF-LUXEMBOURG@ec.europa.eu)  
[www.usf-Luxembourg.eu](http://www.usf-Luxembourg.eu)

**Vos représentants :**

BECH et T2:  
P. ALMA  
C-A POPESCU  
N. MAVRAGANIS  
A. KYRAMARIOU

OP:  
M. COLLIGNON  
E. BASTIEN

CPE:  
J. MECHIN  
M. TAMI

Gasperich:  
N. ZAIT (ex-Fettah)  
C. PALADINO  
S. KARDARAS  
P. VAKONDIOS

**Union Syndicale Fédérale Luxembourg** est une des organisations reconnues représentant officiellement le personnel de la Commission Européenne. Vous recevez des communications de l'**Union Syndicale Fédérale Luxembourg** parce que vous travaillez dans les institutions européennes et que vous êtes donc inscrit dans son répertoire officiel.

[Se désabonner](#) – [Déclaration de confidentialité](#)



## ANNUAL UPDATE OF REMUNERATION AND PENSIONS

[Cliquez ici pour le français](#)

Luxembourg, 27/11/2025

### 2025 ANNUAL UPDATE

**USF-L, News** | 27 novembre, 2025 | **USF-Luxembourg**

The update of salaries and pensions, based on the Method, which was developed more than 50 years ago, aims to ensure that these develop in parallel with the salaries of national civil servants in the Member States (with the calculation made on the basis of a select sample of 10 Member States – see below). Past data has shown us that this parallel development has been broadly in line with inflation over the long term.

Since 2020, the economic situation has led to the application of different mechanisms, making our system fairly complex (exception clause, moderation clause and intermediate update). This year, we are going back to an annual update that follows the usual rules.

It should be noted that the 1.2 % update of April 2025 is entirely unrelated to the 2025 update and is a carry-over to amend the 2024 update, owing to the application of the moderation clause.

#### RECAP OF THE PROCEDURE

On the basis of data provided by the Member States and checked by Eurostat, Eurostat draws up a report detailing changes in the purchasing power of civil servants in a 'basket' of 10 Member States (= specific indicator) as well as the inflation rates in Belgium and Luxembourg. The inflation rates are calculated on the basis of the national price indices. They take into account our spending patterns and a staff distribution of around 80 % in Belgium and 20 % in Luxembourg. Until 2020, the basket comprised 11 Member States, including the United Kingdom.

Once Eurostat has published its report, the Commission takes note of it, informs the other institutions and asks the PMO to amend its IT data and programme accordingly. The new salary scale is then published for information purposes in the C series of the Official Journal in around mid-December, at which point we receive our payslips indicating the adjusted amounts.

#### Changes in the purchasing power of national civil servants (specific indicator)

Between July 2024 and July 2025, our colleagues in the basket of 10 Member States saw changes in their purchasing power ranging from -4.9 % (Germany) to +14.3 % (Poland). On a GDP-weighted average, the overall result is an increase of +0.5 %. This is mainly due to increases in Poland and Italy, and is despite the sharp decrease in Germany.

In Italy, a collective agreement signed in 2022 resulted in a gross nominal wage increase of 6.5 % this year (3.2 % net after inflation), while in Poland the gross nominal wage rose by 24.6 % (18.2 % net and 14.3 % excluding inflation). In Germany, the decrease in purchasing power is due to the non-renewal of a 3 % bonus granted last year and, in particular, to the fact that the Bundestag has not yet adopted the new collective agreement for the public service, which will include a retroactive salary increase.

**USF-L** will remain vigilant that this retroactive increase will be duly taken into account in a future adaptation of our salaries and pensions as well.

#### Cost of living changes in Belgium and Luxembourg (Belgium/Luxembourg joint index)

The change in the cost of living from July 2024 to July 2025 was +2.5 %, taking into account our spending patterns and a weighting of around 80 %/20 % between Belgium (+2.5 %) and Luxembourg (+2.4 %) – see above.

The +3.0 % update and the increase in the pension contribution, both backdated to 1 July 2025, will be included in our December salaries.

#### UPDATES FROM PREVIOUS YEARS

- 2013 and 2014** No update (European Council instruction linked to the negotiation of the 2014-2020 Multiannual Financial Framework).
- 2015 to 2019** traditional application of the Method, with outcomes varying from +1.5 % to +3.3 %.
- 2020** +0.7 %: application of the exception clause – the 'purchasing power' component (+2.5 %) was deferred indefinitely owing to the decrease in GDP and the update applied only to the 'cost of living' component.
- 2021** +1.9 %: the +2.5 % deferred from 2020 was frozen.
- 2022** +7.0 %, i.e. +2.4 % in June backdated to January owing to high inflation, +2 % in December backdated to July and +2.5 % carried over from 2020.
- 2023** +2.7 %, i.e. +1.7 % in June backdated to January owing to high inflation, +1 % in December backdated to July.
- 2024** +8.5 %, i.e. +3.0 % in June backdated to January owing to high inflation, +5.3 % in December, of which +4.1 % was backdated to July and +1.2 % was carried over to April 2025 on account of the moderation clause.

**USF-Luxembourg** hopes that this update, and the five months backdated along with it, which is due around mid-December, will help to make your end-of-year holidays as enjoyable as possible.

We offer you what we really are, not more not less

**UNION SYNDICALE FEDERALE LUXEMBOURG**

Contact: [REP-PERS-OSP-USF-LUXEMBOURG@ec.europa.eu](mailto:REP-PERS-OSP-USF-LUXEMBOURG@ec.europa.eu)  
[www.usf-Luxembourg.eu](http://www.usf-Luxembourg.eu)

**Your representatives :**

BECH and T2:  
P. ALMA  
C-A POPESCU  
N. MAVRAGANIS  
A. KYRAMARIOS

OP:  
M. COLLIGNON  
E. BASTIEN

CPE:  
J. MECHIN  
M. TAMI

Gasperich:  
N. ZAIT (ex-Fettah)  
C. PALADINO  
S. KARDARAS  
P. VAKONDIOS

**Union Syndicale Fédérale Luxembourg** is one of the recognised organisations officially representing the staff of the European Commission.  
You receive communications from **Union Syndicale Fédérale Luxembourg** because you work in the European institutions and therefore listed in its formal directory.  
[Unsubscribe](#) - [Privacy statement](#)